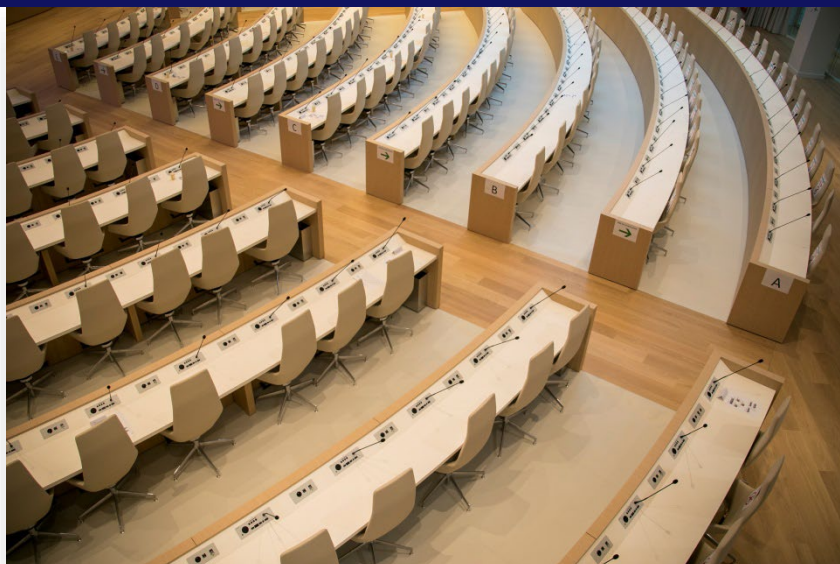


Séance plénière du 31 mai 2023

Vœux déposés par les groupes



Conseil régional

2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr



Vœu portant sur la visibilité du soutien aux personnes LGBTI

En 2023, en France, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexe continuent de subir de violentes manifestations de LGBTIphobies : discriminations, refus de service, dédain, insultes, moqueries, humiliations, outing, menaces, crachats, bousculades, passages à tabac, viols, etc. Pire, la situation se dégrade :

- Les crimes et délits anti-LGBTI ont augmenté de 12% en 2021 par rapport à 2019, la dernière année de référence selon le ministère de l'Intérieur. En cinq ans, sur la période 2016-2021, le nombre d'actes anti-LGBTI a doublé (+104%).
- Plus de 2.100 crimes et délits ont été enregistrés par les forces de l'ordre en 2022.
- En moyenne, seuls 20% des personnes LGBTI agressées déposent plainte selon l'enquête Cadre de vie et sécurité, menée sur la période 2012 à 2018.

De plus, beaucoup de personnes LGBTI subissent des discriminations croisées. Pour les personnes réfugié·es, c'est la double peine car elles ne peuvent le plus souvent pas bénéficier de l'asile en raison des discriminations subies dans leur pays. Les femmes lesbiennes, bis, trans endurent à la fois les LGBTIphobies et le sexisme. Beaucoup d'actes LGBTIphobes s'accompagnent aussi d'une dimension raciste ou antisémite, ce qui place des personnes sous les feux croisés des discriminateur·ices.

Les LGBTI senior·es séropositif·ves, en situation de handicap et/ou précarisé·es subissent régulièrement des discriminations multiples, d'autant plus difficiles à vivre qu'elles sont socialement invisibilisées.

Les opposant·es à l'égalité des droits ne se cantonnent pas à l'Hexagone. L'homosexualité est encore considérée comme illégale dans plus de 70 pays, parfois passible de la peine de mort. Elle l'est devenue en 2010 au Gabon et au Tchad. Aux Etats-Unis, les meurtres de personnes trans et intersexes sont en augmentation. En Pologne, on ouvre des « zones anti-LGBT » et on arrête les militant·es.

Alors que d'un côté les personnes LGBTI sont de plus en plus acceptées en France, les actes LGBTIphobes persistent et progressent. Cela s'explique par le fait que la source réactionnaire et conservatrice est loin d'être tarie. Dotés d'une vision hétéronormative, patriarcale et binaire du genre, les réseaux s'opposant à l'égalité des droits sont puissants et actifs. Ils ne veulent pas remettre en question un système, non pas naturel, mais socialement construit qui hiérarchise la diversité des corps, des désirs, des comportements et des modes

d'expression. Ils rejettent toute évolution positive des droits et des conditions de vie des personnes LGBTI. Les débats autour du Mariage pour tous et de la loi bioéthique ou encore la panique morale grandissante autour de la transidentité en font la démonstration.

Face à cette opposition politique, la garde ne peut être baissée. Il faut afficher fièrement la couleur de notre aspiration à la liberté de chacune et chacun de disposer de son corps et de son esprit, le droit de déterminer librement son identité et son expression de genre et de vivre son orientation sexuelle en sûreté. Les droits des personnes LGBTI doivent être étendus. La libération de la parole doit être encouragée et les victimes protégées. Les milieux familiaux, administratifs, scolaires, sportifs et professionnels doivent faire l'objet d'une sensibilisation particulière. La République n'est pas un régime neutre. Elle doit être l'outil de l'extension des droits et le socle de défense des libertés !

- Considérant comme inquiétant ce tableau de la situation des personnes LGBTI dans notre pays et au-delà des frontières nationales,
- Considérant que c'est en Île-de-France que les cas signalés de LGBTIphobies sont les plus importants,
- Considérant l'engagement n°14 de la Charte pour une nouvelle éthique politique en Île-de-France consacrant le respect des valeurs de la République comme élément cardinal de l'action publique,
- Considérant que loi n° 2013-404 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe fête son 10e anniversaire,
- Considérant notre engagement à combattre toute forme de discrimination et à étendre l'égalité des droits,

Le groupe LFI-A émet le vœu que :

- le Conseil Régional affirme sa volonté de combattre les LGBTIphobies par tous les moyens dont il dispose.
- le siège du Conseil Régional d'Île-de-France soit pavoisé aux couleurs du drapeau arc-en-ciel lors de la Journée Internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie (17 mai), durant le mois des fiertés et particulièrement au moment de la Marche des fiertés de Paris Île-de-France ainsi que de la Pride des Banlieues afin de manifester son soutien aux personnes LGBTI.

Le Président du groupe :
Vianney ORJEBIN





Suspendre la privatisation des transports publics en Ile-de-France avant qu'il ne soit trop tard

La mise en concurrence des réseaux de transports publics en Ile-de-France est en cours. Cette volonté politique s'est accompagnée d'un puissant *lobbying* de la majorité régionale dans le cadre de l'élaboration de la loi LOM puis, par l'anticipation considérable de sa part du calendrier de mise en concurrence des réseaux ferrés.

Or, cette politique à marche forcée a un coût considérable pour l'ensemble des parties prenantes des transports publics : les usagères et usagers, les opérateurs et leurs salarié.es, l'Etat, les collectivités et en premier lieu le Conseil régional, première collectivité financeur du Contrat de Plan Etat-Région et d'Ile-de-France Mobilités (IDFM).

Le coût social d'abord : la mise en concurrence entraîne progressivement le basculement de dizaines de milliers de salarié.es du public vers des filiales de droit privé ou d'une entreprise privée vers une autre. Cette instabilité salariale, appelée à être cyclique, s'accompagne dans la majorité des cas d'une dégradation des conditions salariales et/ou de travail. Les changements d'opérateurs dans le périmètre Optile ont engendré d'importantes difficultés organisationnelles et humaines. Pour rappel, la RATP, Transilien SNCF et Optile emploient aujourd'hui presque 100 000 personnes.

L'impact budgétaire ensuite : Ile-de-France Mobilités, selon ses documents budgétaires prévoit à ce jour 4,9 milliards d'euros d'investissements sur la période 2022-2030 dédiés à la mise en concurrence. Il s'agit essentiellement de rachats par Ile-de-France Mobilités de dépôts, d'ateliers et de matériels roulants existants. Ces 4,9 milliards d'euros représentent à ce jour 1/6^e des investissements d'Ile-de-France Mobilités pour la décennie 2020.

Alors que les coûts d'investissements préalables à la mise en concurrence s'annoncent d'ores et déjà considérables (supérieurs à 5 milliards d'euros), ils sont aujourd'hui largement sous-estimés.

En effet, à ce jour, d'autres dépenses exclusivement liées à la mise en concurrence ne sont pas comptabilisées à l'image du rachat du matériel roulant, des ateliers de maintenance, des équipements et des systèmes d'information, de biens nécessaires à la continuité et à la sécurité de l'exploitation ferroviaire et des biens acquis, créés ou utilisés par SNCF Voyageurs, dont le principe a été voté le 11 octobre 2021 sans estimation budgétaire préalable. Aucune estimation non plus pour le rachat des biens nécessaires à l'exploitation des tramways, métro, RER A et B.



Ces 4,9 milliards constituent donc un plancher bas d'investissements préalables à la mise en concurrence. Ils viennent grever significativement et au moins pour une décennie, les investissements en faveur de la modernisation des réseaux existants. Pire, la souscription d'emprunts nécessaires à ces investissements est susceptible de provoquer la faillite d'Ile-de-France Mobilités.

Avec une capacité de désendettement se rapprochant de 15 ans, la côte d'alerte d'Ile-de-France Mobilités est atteinte avant même la mobilisation des montants nécessaires à la privatisation (dont 1,4 milliard d'euros avant le 1^{er} janvier 2025 pour les seuls dépôts de bus RATP). Pour rappel, le maintien d'une capacité de désendettement de 15 ans ou plus pendant deux exercices entrainerait le remboursement automatique des créanciers d'Ile-de-France Mobilités dont la Banque Européenne d'Investissement. Cette situation alarmante a été confirmée par la dégradation de la notation d'IDFM par l'agence Moody's en janvier 2022.

La quête de nouvelles recettes de fonctionnement par Ile-de-France Mobilités est légitime et leur obtention s'avère indispensable. Toutefois, il serait inconcevable que ces nouvelles recettes viennent améliorer la capacité de désendettement du syndicat mixte afin de lui permettre de privatiser le réseau. Idem pour les hausses tarifaires : celles-ci, bien que destinées à financer le fonctionnement, pourraient être un levier pour permettre les emprunts nécessaires à la privatisation.

A ce paradoxe s'ajoute la progression de la dette du syndicat mixte confronté à un pic d'investissement, auquel la privatisation viendra s'ajouter. Cette dernière ne saurait se financer au détriment des investissements prévus ou nécessaires de la part de l'autorité organisatrice...

Oui, il s'agit d'une privatisation !

Il s'agit tout d'abord d'une privatisation du salariat : les contrats de travail de droit public des agent.es RATP transféré.es disparaîtront le 31 décembre 2024. Idem pour les agent.es de la SNCF transféré.es dès 2025 pour les premières lignes privatisées.

Il s'agit d'une privatisation de l'exploitation : les entreprises publiques sont exclues des appels d'offres. Les entreprises susceptibles de répondre seront de droit privé exclusivement, nationales ou non. Par ailleurs, il est faux de dire que les lignes exploitées par la RATP aujourd'hui seront récupérées par d'autres entreprises parapubliques comme Transdev et Keolis. Ces deux entreprises sont détenues pour partie par des fonds d'investissement étranger et pourraient voir leur capital changer de mains alors que l'Etat cherche à réduire son déficit budgétaire en mobilisant notamment ses avoirs à travers la Caisse des Dépôts et Consignations et des entreprises publiques nationales.

De plus, toutes les entreprises, nationales ou non, peuvent répondre aux appels d'offres – certaines entreprises européennes et extracommunautaires – ont manifesté leur appétit. Enfin, affirmer publiquement et à intervalle régulier que l'exploitation des lignes RATP serait attribuée de fait à Transdev ou Keolis pourrait constituer une suspicion de distorsion de concurrence et renforcer les recours à l'encontre des attributions de lots à Transdev et Keolis.

Enfin, il s'agit d'une privatisation des profits : les dividendes réalisés par les entreprises privées ne seront pas reversés à l'Etat, contrairement aux reversements opérés actuellement par la SNCF et la RATP.



Ce n'est pas prêt ! Un fiasco social, organisationnel et financier en puissance

Des éléments organisationnels, réglementaires et sociaux stratégiques ne sont pas réglés et ne le seront pas avant 2025. Le choix de fragmenter le réseau de bus aujourd'hui exploité par la RATP en 12 lots suscitent des difficultés supplémentaires et même l'inquiétude des concurrents de la RATP qui ont formulé des réserves publiquement. Il est à noter qu'aucun des 12 appels d'offres n'a été notifié à ce jour et les derniers avis publiés en février et mars 2023 ne seront raisonnablement pas opérationnel le 1^{er} janvier 2025 plongeant IDFM et la RATP dans l'illégalité.

Par ailleurs, des missions aujourd'hui exercées par la RATP se retrouveront orphelines bien qu'elles soient indispensables à la qualité de service. Les enjeux autour de la coordination de l'offre, de la gestion des incidents, de l'information voyageurs ou encore de la billettique ne sont pas traités, préfigurant une désorganisation durable du réseau.

Concernant le transfert des personnels RATP vers les opérateurs privés, de nombreux décrets ne sont toujours pas publiés en raison des retards pris par les services de l'Etat, de l'extrême technicité de certaines dispositions mais aussi en l'absence d'arbitrages de la part d'Ile-de-France Mobilités sur la répartition de certaines missions stratégiques entre futurs opérateurs, opérateur sortant et autorité organisatrice. Les rares décrets publiés mériteraient d'être réécrits d'après de nombreux observateurs du dossier. Dans un contexte de pénurie de main d'œuvre, le maintien de salaire des agents transférés n'est en rien garanti, ni en montant, ni dans la durée.

La reprise de l'intégralité des agent.es de la RATP n'est pas acquise, laissant craindre un plan social d'ampleur et d'extrême difficultés de recrutement pour les derniers lots attribués. Les agent.es concerné.es devraient être informés de leur reprise, ou non, dans un calendrier mi-2024, quelques jours avant l'ouverture des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Malgré l'anxiété légitime provoquée par les transferts, la remise en cause des conditions salariales et l'impréparation de la privatisation, aucune organisation syndicale représentative de la RATP, comme de la SNCF, n'a appelé à faire grève pendant les Jeux de Paris 2024 en dépit de la désinformation opérée par les alliés du capital. Par ailleurs, utiliser le prétexte de la bonne organisation des Jeux de Paris 2024 ne peut être un argument suffisant pour reporter le calendrier de la privatisation. A défaut d'un abandon du processus, seul un report après les prochaines élections régionales de 2028 permettrait de répondre aux inquiétudes sociales, à l'impréparation mais surtout permettrait un choix démocratique de la part des Francilien.nes.

Enfin, malgré le recours massif à des cabinets de conseils, Ile-de-France Mobilités ne dispose pas des moyens humains de conduire cette évolution, compte 20% de postes vacants et n'a pas les moyens financiers pour une telle mutation.

Les promesses de bénéfices pour la collectivité ne sont pas avérées et les retours d'expériences européennes les discréditent sévèrement

Plusieurs études européennes et des recherches universitaires le mettent en évidence : la fin d'un monopole n'est ni un gage d'amélioration du service, ni d'une baisse des coûts. Ces études observent que seul le *dumping* social a permis des profits pour l'opérateur privé au détriment de la puissance publique, des salarié.es et de la qualité de service.

La mise en concurrence dans les pays européens volontaires a été accompagnée d'une baisse sensible des effectifs et de la fragilisation des statuts des salarié.es, ce dernier processus étant déjà à l'œuvre en Ile-de-France : filialisation des activités bus à la RATP, dégradation des conditions de travail des salarié.es de nouvelles DSP, etc. Le *dumping* social opéré par Transdev notamment a démontré l'impact des délégations de service public au rabais pour les usagères, usagers, salarié.es, pour l'image de l'autorité organisatrice, celle du Conseil régional et de son exécutif.

Par ailleurs, la mise en concurrence sur les réseaux ferrés européens a engendré une augmentation des tarifs : hausse de 25% en moyenne en Angleterre les 10 premières années de la mise en concurrence hors inflation, hausse de 40% en moyenne en Allemagne des tarifs moyens les 10 premières années de la mise en concurrence hors inflation...

Les économies recherchées, motivation première pour la mise en concurrence selon IDFM, pourraient s'avérer fictives tant les retours d'expérience internationaux sont décevants voire désastreux. Pour rappel, Valérie Pécresse a annoncé en 2021 rechercher 10% d'économies sur les dépenses de fonctionnement d'Ile-de-France Mobilités par l'intermédiaire de la privatisation. Début 2023, devant une commission sénatoriale, la Présidente a évoqué un gain de productivité de 1% par an avec les contrats aux futurs opérateurs privés.

Usagers, puissance publique, salariés : tous perdants

Les bénéfices de ce processus pour les usagères et usagers ne sont pas avérés. Pire, les usagers et leurs associations ne comprennent pas pourquoi toutes les énergies et tous les moyens ne sont pas dédiés à la modernisation de l'existant et au développement du réseau.

Par les difficultés rencontrées sur le réseau Optile et la dégradation des conditions de travail donc de transports sur le reste du réseau, les inconvénients de la privatisation sont en revanche criants et d'ores et déjà palpables des usagers.

Pourtant, la mise en concurrence n'est pas une fatalité : des alternatives crédibles et rapidement opérationnelles existent.

Le cadre réglementaire permet d'autres choix : la traduction libérale des règlements européens dans le droit français tend à la privatisation des réseaux au lieu de revenir à l'esprit du règlement sur les Obligations de Service Public (OSP) qui luttait contre l'absence de cadre conventionnel entre les autorités organisatrices et les opérateurs.

Concernant le réseau de bus, une régie régionale des bus peut être mise en place sans modification du cadre législatif. Elle offrirait un cadre social unifié aux salarié.es dans un contexte de pénurie historique de machinistes. Cette régie renforcerait le poids d'Ile-de-France Mobilités et faciliterait la coordination du réseau. Concernant le métro, la création d'une régie doit également être étudiée, à défaut d'abandonner de la privatisation.

Concernant les réseaux RER et Transilien, une modification du cadre législatif est nécessaire pour remettre en cause le principe, le calendrier et la méthode retenus pour la vente à la découpe de l'exploitation du réseau ferré francilien.

La mise en concurrence des transports publics est le sujet de la décennie 2020 : son coût, ses conséquences et l'absence d'études d'impacts interrogent gravement le fonctionnement des réseaux de transports publics ces prochaines années. Les milliards consacrés à la mise en concurrence viennent percutés le contenu et l'ambition du volet « mobilités » du CPER 2021-2027 ainsi que l'ensemble des investissements de la décennie. Il y a urgence à stopper ce processus.



C'est le sens de la campagne « STOP GALERE » initiée par les groupes de gauche et écologistes du Conseil régional, avec le soutien de la CGT Cheminots, de la CGT RATP, des unions régionales CGT et FSU d'Ile-de-France et d'associations d'usagers. La pétition « STOP GALERE » pour des transports de qualité et contre la privatisation a d'ores et déjà recueilli 60 000 signatures, autant d'avis qui ne peuvent pas être ignorés alors que les transports publics franciliens sont abimés et pourraient encore être sauvés.



Considérant la dégradation des conditions de transports des usagers ;

Considérant les récentes hausses tarifaires votées par Ile-de-France Mobilités ;

Considérant la mobilisation « STOP GALERE » ;

Considérant les conséquences budgétaires et tarifaires potentielles de la privatisation ;

Considérant la situation financière grave et préoccupante d'Ile-de-France Mobilités ;

Considérant la situation des salarié.es des transports publics franciliens et des conséquences sociales de la privatisation ;

Considérant que les conséquences de la mise en concurrence des réseaux de transports publics sont considérables au moins pour la décennie 2020 ;

Considérant que des alternatives à la mise en concurrence existent et sont compatibles avec les directives européennes ;

Considérant la nécessité d'obtenir du Gouvernement et du Parlement de nouvelles recettes pour Ile-de-France Mobilités et que celles-ci ne pourront pas être mobilisées pour privatiser ;

- **Le Conseil régional d'Ile-de-France demande à Ile-de-France Mobilités de suspendre immédiatement la privatisation de l'exploitation du réseau de transport.**
- **Le Conseil régional d'Ile-de-France demande au Gouvernement et au Parlement de prendre toutes les dispositions nécessaires pour maintenir les monopoles publics de la RATP et de la SNCF en Ile-de-France**, y compris en abrogeant l'article 117 de la loi SRU du 13 décembre 2000.
- Le Conseil régional d'Ile-de-France, en lien notamment avec Ile-de-France Mobilités, le CESER, les opérateurs et leurs organisations syndicales, engage enfin **la réalisation d'une étude d'impacts** sur la privatisation des réseaux de transports et les modes de gestion possible dont la création d'une régie régionale des transports.
- Le Conseil régional d'Ile-de-France s'engage à **consulter les Francilien.nes sur la poursuite du processus de mise en concurrence à travers un référendum local ou, à défaut, en précisant les modalités d'une initiative citoyenne régionale.**

Céline MALAÏSÉ
Présidente du Groupe